



Le 12 février 2007

## **L'Union, 50 ans après : quelle Europe pour quels Européens ?**

**Paris – UNESCO, 10,11 et 12 février 2007**

**Séance de clôture : que faire ? – lundi 12 février 2007**

HEURE D'INTERVENTION :ENVIRON 15H00 (DÉBUT DE LA SEANCE À 14H00)

2<sup>ÈME</sup> ORATEUR : MADAME ANNE LAUVERGEON

Mesdames, Messieurs,

- Permettez-moi tout d'abord de vous remercier de m'avoir invité à vous adresser la parole lors de cette séance de clôture d'un forum de grande qualité, tant par son organisation que par ses intervenants, et par les débats qui y ont eu lieu. Je suis particulièrement content de pouvoir vous présenter aujourd'hui le point de vue de la Confédération des entreprises européennes dont je suis le Président.
- BUSINESSEUROPE représente plus de 20 millions d'entreprises. Nos membres, 39 fédérations nationales de l'industrie et des employeurs, viennent de 33 pays, ce qui signifie que je vous expose aujourd'hui la vision des milieux d'affaires de toute l'Europe. Toutes nos fédérations travaillent ensemble à l'amélioration de la croissance et de la compétitivité en Europe, tout en cherchant à promouvoir la prospérité et le développement des entreprises européennes.
- Les entreprises ont toujours cru au projet européen, et elles l'ont soutenu, pour les bénéfices qu'il apporte à la société dans son ensemble. Le Traité de Rome a été à l'origine de l'une des régions les plus prospères et sûres du monde. Paix, stabilité, création d'un marché intérieur où personnes, services, marchandises et capitaux peuvent circuler librement, intégration économique et politique, monnaie commune, dimension internationale sont quelques-uns des avantages de l'Europe qui parlent d'eux-mêmes.
- Mais l'Europe a changé et le monde a changé au cours de ces 50 dernières années. L'Europe doit s'adapter à son environnement et ses défis actuels. BUSINESSEUROPE en tant que partenaire social a été observateur durant la Convention que monsieur Valéry Giscard d'Estaing a présidé et nous avons soutenu les projets de réformes approuvés par la Conférence Intergouvernementale de 2003/2004.



- Ces ambitieux projets de réformes ont été sérieusement atteints par les référendums négatifs en France et aux Pays-Bas. Ceci a généré une inquiétude grandissante sur la capacité de l'UE à mener à terme les réformes dont elle a besoin, notamment résoudre les problèmes institutionnels que pose une Union de 27 membres.
- Ce n'est pas la première fois que l'UE traverse une période délicate. L'Europe a surmonté la crise de la chaise vide (juin 1965 - janvier 1966), les années d'eurosclérose (du début des années 80 jusqu'à 1985 quand la Commission a publié un plan global visant à fusionner les marchés nationaux fragmentés en vue de créer un véritable marché unique d'ici la fin 1992), la crise budgétaire (1984) et la démission de la Commission (15 mars 1999). Mais aujourd'hui le projet européen a perdu le soutien d'une partie des citoyens de l'UE. La crise survient à un moment où l'UE est confrontée à d'énormes défis, liés au vieillissement de la population, au progrès technologique et à la mondialisation. Le plus difficile aujourd'hui est de regagner la confiance des citoyens pour le projet européen, tout en gardant le soutien des entreprises et autres acteurs clés de la construction européenne.
- La convergence des difficultés que rencontre l'Union – manque de *leadership* politique au niveau européen, fossé entre l'opinion publique et le projet européen, manque de viabilité de certains systèmes sociaux – a des conséquences directes sur la compétitivité des entreprises européennes. L'UE ne s'adapte pas assez vite à la mondialisation, et sa croissance économique a accumulé depuis le début de la décennie un retard considérable dans une économie global en rapide expansion.
- Certes, l'Europe vit actuellement une période de dynamisme conjoncturelle qu'il ne faut pas bouter : près 3% de croissance en 2006, des perspectives pour 2007 qui restent positives et un taux de chômage actuellement à son plus bas niveau depuis 1990. Mais cette vigueur retrouvée ne peut, et ne doit, faire oublier les difficultés qui continuent à enfreindre les entreprises européennes dans leur adaptation à un monde en perpétuelle mutation. Ces contraintes, reflétées dans une croissance de la productivité anémique, ne pourront être desserrées que par les réformes structurelles que les gouvernements tardent actuellement à mettre en place.
- Face aux difficultés économiques et institutionnelles que rencontre l'UE, les chefs d'entreprises que je rencontre hésitent entre deux attitudes : 1) Une réaction possible est l'indifférence. Après tout, les entreprises font tous les jours la preuve de leur capacité à se développer et conquérir les marchés, si pas en Europe, elles le feront ailleurs dans le monde. 2) Une deuxième réaction possible est une véritable impatience. Nous sommes tous convaincus que l'intégration européenne graduelle a eu des effets majeurs sur la croissance et l'emploi en Europe, et nous ne pouvons réussir qu'en poursuivant cet agenda européen.
- Le 1<sup>er</sup> décembre dernier à Helsinki, le Conseil des présidents de BUSINESSEUROPE a adopté une déclaration sur l'avenir de l'Europe. Par cette déclaration, nous souhaitons influencer la présidence allemande en vue de la déclaration politique qui sera préparée et présentée à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome.



- Nous estimons qu'il est de notre devoir de lancer un appel d'urgence afin que les responsables politiques trouvent des solutions. C'est pourquoi nous demandons des actions pour relancer l'Union européenne : nous avons besoin d'une Union européenne capable d'agir rapidement et résolument, lorsque cela s'impose. D'une Union européenne qui puisse mieux coordonner les initiatives nationales (stratégie de Lisbonne). D'une Union européenne qui puisse diffuser à tous les meilleures pratiques observées dans un État membre. D'une Union européenne qui puisse définir une vision stratégique en réponse aux enjeux actuels et qui ait les moyens de prendre les mesures nécessaires pour atteindre ses objectifs.
- Les entreprises européennes soutiennent une Union européenne forte, capable d'action, capable de réforme. Des objectifs plus clairs doivent être fixés, un accent plus net doit être mis sur les priorités, une preuve de volonté politique et d'appui à ces réformes doit apparaître plus nettement. C'est ainsi que nous pourrons faire d'une Europe redynamisée un nouveau succès.
- L'Europe de demain sera un projet bien plus politique qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Nous sommes et serons de plus en plus confrontés à des défis planétaires. Nos grands partenaires commerciaux comme la Chine, l'Inde ou le Brésil auront le même poids économique – et peut-être politique – que l'Europe aujourd'hui. C'est pourquoi il est capital que l'Union européenne mette en œuvre les réformes économiques nécessaires, dès maintenant, pour conserver le *leadership*.
- L'Europe devra se concentrer sur les technologies de la connaissance les plus pointues ; elle ne pourra pas concourir sur les salaires, mais elle peut concourir sur le progrès technologique. La stratégie de Lisbonne a été lancée en 2000 pour faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde. À ce moment, les chefs d'État et de gouvernement ont fixé l'année 2010 comme date-butoir d'achèvement de cette stratégie. L'objectif de la stratégie de Lisbonne doit être le leitmotiv général et permanent de la politique européenne.
- La mondialisation nécessitera également que nous poursuivions nos efforts pour créer un véritable libre-échange au niveau international. La libéralisation du commerce apporte des avantages économiques énormes, mais impose aussi des règles claires pour la stabilité de l'économie à long terme. Le système multilatéral ouvert de l'OMC, fondé sur des règles, restera vital pour garantir un traitement égal aux entreprises opérant à travers le monde. L'OMC est la seule instance qui puisse empêcher les pays d'adopter des politiques provoquant une rupture des marchés mondiaux et contrevenant aux règles des échanges. Un commerce mondial sans entraves peut paraître illusoire aujourd'hui, mais nous devons continuer à concentrer notre énergie sur la réalisation de cet objectif. La relance et la conclusion ambitieuse du cycle actuel de négociations commerciales mondiales – le Programme de Doha pour le développement – n'est que la première étape sur cette voie.



- Nous allons subir de façon croissante la pression exercée par la question de l'énergie disponible. C'est pourquoi BUSINESSEUROPE accueille favorablement une politique coordonnée au niveau européen. La future politique doit prévoir que l'Union européenne parle d'une seule voix sur les questions de politique énergétique extérieure.
- Une approche globale de ce type doit dominer également pour ce qui est du changement climatique. Nous discutons en ce moment du suivi à donner au protocole de Kyoto. Que celui-ci soit appliqué par l'UE, mais pas par certains grands partenaires commerciaux de l'Europe, comporte également des risques pour la compétitivité internationale des entreprises européennes – risques qu'il faut traiter sans attendre.
- Le marché intérieur est l'un des plus grands succès de l'intégration européenne, et sa pierre angulaire. Bien que le marché intérieur n'ait pas encore atteint sa pleine vitesse, il faut reconnaître que beaucoup a déjà été fait. La libre circulation des capitaux, des marchandises, des personnes et des services est bien plus une réalité aujourd'hui que les Européens n'auraient pu en rêver il y a cinquante ans. Pourtant, le marché intérieur doit être parachevé : il faut l'ouvrir davantage, achever les réseaux trans-européens et éliminer les obstacles à la prestation transfrontière de services.
- Enfin, on vit plus longtemps. C'est là une évolution fort positive, mais aussi un gros défi pour nos systèmes de sécurité sociale. Des réformes radicales – essentiellement au niveau national – doivent être menées pour éviter un effondrement futur de ces systèmes. Il faudra également aborder les tabous actuels, comme l'allongement de la vie professionnelle. Cela exigera de l'Europe qu'elle parle d'une voix forte et unie.
- L'avenir de l'Europe réside dans sa capacité à agir et se réformer, dans sa taille et dans son état d'esprit. Ceux qui sont aujourd'hui les « nouveaux venus » de la famille européenne ne seront plus demain considérés comme tels. Le changement de taille, ainsi que l'intégration de nouveaux Européens d'origine différente, exerceuront un impact important sur la culture et l'esprit européens.
- L'Europe d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a 50 ans. Le projet qui a été démarré à 6 doit maintenant être porté par 27 pays. L'Europe devra adapter en conséquence ses structures, ses objectifs, sa gouvernance et ses grands projets. L'Union européenne aujourd'hui doit pouvoir agir avec efficacité, cohérence et rapidité.
- Il est aussi important de rappeler que les modes de décision sont un autre enjeu majeur pour l'avenir de l'Union et pour le travail efficace de ses institutions. Pour BUSINESSEUROPE, la règle générale devrait être celle de la majorité qualifiée, et pour une raison très simple : nous croyons que c'est le seul moyen de faire fonctionner une Union à 27 membres (et plus).



- La Commission doit rester l'organe central des institutions européennes à travers son pouvoir d'initiative et de gardienne des traités. Afin d'optimiser son fonctionnement sa taille doit être réduite. L'objectivité des commissaires à défendre des intérêts communs et à écarter les individualismes nationaux est fondamentale.
  - De la même façon nous croyons que l'actuel système de rotation des présidences tous les six mois ne favorise pas le travail de l'Union à long terme. Il doit donc être changé afin de renforcer le rôle et les moyens d'actions de la présidence.
  - Finalement, l'Union européenne devra mieux faire connaître à ses citoyens ce que l'intégration européenne a apporté. L'Union européenne doit définir son nouveau rôle : désormais moins technique et plus politique. Nous appelons les États membres à assurer un meilleur dialogue entre les citoyens et gouvernements à propos des objectifs et projets de l'UE, mais aussi des réformes nécessaires. Les gouvernements devraient engager des campagnes nationales sur la valeur ajoutée de l'Europe et les avantages que tous peuvent en retirer.
  - Il est important que l'Europe reste une zone de paix, de liberté et de prospérité. Cela doit être le contexte général dans lequel l'Union européenne doit fonctionner à l'avenir. L'Union européenne est riche dans sa diversité, grâce à des citoyens créatifs et talentueux. Mais pour pouvoir bénéficier de ces avantages, il faut garantir que l'Europe demeure un lieu attrant, qui apporte des résultats et soit capable d'aller de l'avant. C'est ce à quoi nous devons tous travailler, ensemble.
-